



# MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale  
de la cohésion sociale

Service des droits  
des femmes et de l'égalité

## Actualité de l'égalité entre les femmes et les hommes

18 novembre 2021

### Premier comité de pilotage des Centres de prise en charge des auteurs de violence conjugale

Le premier comité de pilotage des Centres de prise en charge des auteurs de violence conjugale (CPCA) s'est tenu le 10 novembre à la **direction générale de la cohésion sociale** (DGCS). Face à la gravité et à l'ampleur du phénomène des violences au sein du couple, prévenir le passage à l'acte et lutter contre la récurrence constituent des enjeux essentiels. La création de 30 CPCA en 2020 et 2021, dans le cadre d'appels à projets lancés par le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, vise à protéger plus efficacement les femmes victimes et leurs enfants. Une coordination des CPCA a été mise en place en octobre afin de partager les bonnes pratiques, d'élaborer conjointement des indicateurs et de faciliter les rapports de suivi et d'évaluation. Cette coordination a été confiée à l'Association de réinsertion locale du Limousin porteuse du CPCA Nord Aquitaine. Ce premier Comité de pilotage CPCA, présidé et animé par le Service des droits des femmes et de l'égalité de la DGCS, a permis d'échanger entre les différents acteurs : ministères concernés, coordinateurs des CPCA, fédérations de professionnels, etc., afin d'aborder des sujets tels que l'influence des addictions sur les violences conjugales ou la question de l'hébergement des auteurs durant leur prise en charge. Un premier bilan de l'activité des CPCA est prévu autour du 25 novembre à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.



### Action gouvernementale

Aujourd'hui entre **7 000 et 10 000 mineurs sont concernés en France par la prostitution**. Il s'agit d'un phénomène grandissant que la société ne peut plus ignorer. Le 15 novembre, Adrien TAQUET, secrétaire d'État chargé de l'Enfance et des Familles, et plusieurs ministres ont rendu public le [premier plan de lutte contre la prostitution des mineurs](#). Lancé dès cette année, ce plan se déploiera dans son intégralité en 2022, avec un engagement financier de 14 millions d'euros. Il se décline en cinq priorités et 13 actions. Son objectif est de pouvoir mieux repérer les enfants victimes de ce fléau, les accompagner dans une reconstruction de leur parcours de vie, mieux réprimer les clients et les proxénètes. « *Il nous faut collectivement nous donner les moyens d'appréhender ce phénomène trop peu connu pour le comprendre, le prévenir et le combattre* », indique le site des Solidarités et de la Santé.



Afin de combattre les inégalités de genre, le **ministère de la Culture** s'emploie à fournir des outils numériques pour accompagner les femmes dans leur carrière artistique et culturelle, en commençant par le secteur de la photographie. À l'occasion de Paris Photo 2021, le ministère de la Culture présente la première version de la plateforme « **Elles font la culture** » (en cours de construction). Cet outil est co-construit par l'atelier numérique et la mission égalité-diversité du ministère de la Culture, appuyée par beta.gouv, l'incubateur des startups d'État. Afin de soutenir les photographes femmes en activité, la première version de la plateforme « Elles font la culture » donne accès à une liste d'aides financières existantes, à des fiches pratiques (droits d'auteurs, statut d'artiste, aide aux appels à projet, etc.) et à des témoignages de professionnelles.



Le ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances et la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF) organisent les **9<sup>e</sup> rencontres interprofessionnelles de la MIPROF** intitulées « La protection des victimes. Connaître et comprendre les violences faites aux femmes pour une action coordonnée des professionnels » le mercredi 24 novembre. Pour la deuxième année consécutive, ces rencontres seront accessibles uniquement en streaming.

[Retrouver le programme et suivre en direct les rencontres](#)

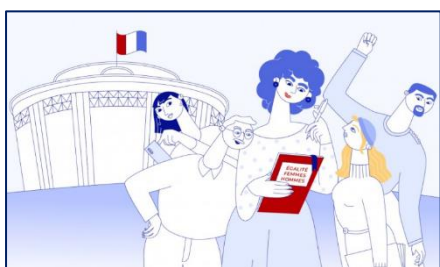
## Haut Conseil à l'Égalité

Le Haut Conseil à l'Égalité a publié le 18 novembre son **troisième rapport annuel sur l'état du sexisme en France**, conformément aux dispositions de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté. Dans ce rapport annuel 2020-2021, trois domaines ont été plus spécifiquement analysés par la commission « Lutte contre les stéréotypes et la répartition des rôles sociaux » du HCE : les conséquences de la crise sanitaire sur les femmes, le sexisme en entreprise et les violences sexistes et sexuelles dans des secteurs variés. Dans la continuité de l'état des lieux 2019 du sexisme en France, dont le focus portait sur les médias audiovisuels, cette édition propose une analyse du sexisme dans la presse écrite et vingt recommandations pour y améliorer la place des femmes.



[Retrouver le rapport du HCE](#)

## Conseil économique, social et environnemental



La délégation aux droits des femmes et à l'égalité du CESE présentera mercredi 24 novembre en séance plénière sa résolution « Le CESE poursuit son engagement en faveur des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes », rapportée par Agathe HAMEL, présidente de la DDFE, Patricia BLANCARD et Dominique JOSEPH.

[Retrouver l'information sur le site du CESE](#)

## Journal officiel

Un [décret n°2021-1481 du 12 novembre 2021](#) modifiant le décret n° 2013-7 du 3 janvier 2013 portant création d'une **mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains** (MIPROF) a été publié au *Journal officiel* du 14 novembre. Le décret modifie et précise certaines des missions confiées à la MIPROF.

## Sénat

Dans le cadre de la proposition de résolution tendant à **renforcer et uniformiser la lutte contre les violences fondées sur le genre**, [retrouver le rapport de Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY](#), fait au nom de de la commission des affaires européennes.

Le 18 novembre, la **délégation aux droits des femmes** a auditionné Catherine CHAMPRENAULT, procureure générale honoraire, et de certains membres du groupe de travail sur la prostitution des mineurs, pour la présentation de leur rapport remis le 28 juin 2021 à Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles.



La délégation aux droits des femmes organise une table ronde sur **la situation des femmes en Afghanistan** le jeudi 25 novembre à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

[Retrouver le programme de la table ronde](#)

## Assemblée nationale



Le 17 novembre la délégation aux droits des femmes a auditionné Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie, dans le cadre de la **mission d'information sur l'égalité économique et professionnelle**.

[Retrouver l'audition en vidéo](#)

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le mercredi 24 novembre, la délégation aux droits des femmes organise un colloque sur le thème « La lutte contre les violences faites aux femmes en situation de handicap. »

[Retrouver l'information et s'inscrire sur le site de FDFA](#)

La **proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement** (AEFH du 19 février 2021) sera discutée en séance publique [en deuxième lecture](#) le 29 novembre prochain.

## Études et statistiques

L'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) vient de publier le n° 263 de *Questions d'économie de la santé* (novembre 2021) titré « [Des tensions entre dynamiques professionnelles et interprofessionnelles dans le travail des aides à domicile, des aides-soignantes et des infirmières en soins primaires](#) ». Selon le résumé, « *Alors que la crise sanitaire a rappelé avec acuité l'importance de la prise en charge à domicile de personnes atteintes de maladies chroniques ou en perte d'autonomie, cette enquête sociologique qualitative, réalisée en 2020, propose de plonger dans le quotidien de trois groupes professionnels (aides à domicile, aides-soignantes et infirmières) intervenant dans les soins à domicile, et qui sont rarement mis sur le devant de la scène.* »

## Initiatives

Sous l'intitulé « Féminismes en archives », le **Centre des archives du féminisme** fêtera ses 20 ans le samedi 27 novembre à la bibliothèque universitaire de Belle-Beille à Angers. Le Centre des archives du féminisme est l'un des quatre principaux lieux de collecte et de sauvegarde des archives féministes en France, aux côtés de la bibliothèque Marguerite Durand (BMD), de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et de l'espace audiovisuel Simone de Beauvoir. Le centre rassemble près de 200 mètres linéaires d'archives privées des XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, données ou déposées par des associations militantes d'envergure nationale ou par des personnalités françaises, de tous horizons, connues pour leurs combats et leurs prises de position féministes : Benoîte GROULT, Yvette ROUDY, Les Chiennes de garde, la fédération nationale du Planning Familial, le MLAC ou le GIS...



### [Pour s'inscrire à la journée du 27 novembre](#)



Le **Centre Hubertine Auclert** a publié le 17 novembre le rapport EVA « [Ensemble vaincre l'inceste et s'en affranchir : vers un plan d'action régional pour prévenir l'inceste, mieux protéger et accompagner les victimes](#) ». Suite à la déflagration de l'affaire Duhamel qui a révélé l'ampleur des tabous qui entoure l'inceste, la présidente de la Région Île-de-France a confié en janvier 2021 une mission d'expertise au Centre Hubertine Auclert. Le rapport EVA a été remis en séance le mercredi 17 novembre à chaque conseiller et conseillère régionale : c'est la première fois qu'une Assemblée Régionale se saisit du sujet de l'inceste

en France. La première mission du Rapport EVA est d'objectiver la réalité de l'inceste à travers le rappel de statistiques prégnantes couplées à une analyse des rapports de domination femmes-hommes qui les sous-tendent.

## International

ONU Femmes célèbre les 25 ans de la création du Fonds des Nations Unies dédié à la lutte contre les violences faites aux femmes. Déjà 6 millions de femmes ont été accompagnées grâce au Fonds. Depuis 1996, le fonds a financé plus de 609 programmes dans près de 140 pays, visant à prévenir les violences, à améliorer l'accès aux services d'assistance médicale et juridique et à renforcer l'application des lois et politiques relatives aux violences et aux victimes. L'agence internationale lance également comme chaque année sa campagne « [Orange The World](#) ».

